



ARGUMENTAIRE(S)

PLAN DE REDUCTION DES DEFICITS

09.07.10

IDEES FORCE

Depuis 2007, le gouvernement, sous l'impulsion du Président de la République, a engagé **une politique budgétaire responsable et courageuse**, qui est aujourd'hui amplifiée.

Pourquoi est-il urgent d'agir :

- Pour ne pas voir exploser le coût de financement de notre dette : car tout ce qui est consacré à la dette ne l'est pas à nos politiques régaliennes et sociales.
- Pour maintenir notre modèle social.
- Pour préserver la crédibilité de notre pays sur la scène internationale.
- Pour éviter l'effet boule de neige et ne pas amener notre Etat vers la faillite.

La France a pour objectif de réduire son déficit, pour le faire passer de 8% du PIB aujourd'hui à 6% en 2011 et 3% en 2013. Pour François Baroin, Ministre du Budget, cette réduction du déficit est un «**objectif intangible et absolu**».

Cette réduction représente 100 milliards d'euros en 3 ans, dont 40 milliards entre 2010 et 2011. Pour cette première tranche, François Baroin a présenté le plan suivant :

1/Economies dans les dépenses de tous les acteurs publics : 14 milliards d'euros

- Poursuite du **non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite**.
- **16 000 postes supprimés dans l'Education nationale en 2011 sans baisser le taux d'encadrement** (puisque le nombre d'élèves baisse également).
- **Parallèlement, la mission Recherche et Enseignement supérieur reste la première priorité du gouvernement** et les crédits consacrés augmenteront. **Le ministère de la Justice bénéficiera de créations d'emplois nettes**, essentiellement en faveur de l'administration pénitentiaire.

2/Rattrapage des recettes fiscales après la crise : 11 milliards d'euros

- **Dans le cadre du financement de la réforme des retraites, certaines mesures ont été avancées :**
 - Relèvement de 40% à 41% du taux de la dernière tranche de l'impôt sur le revenu pour faire participer les plus hauts revenus.
 - Imposition plus élevée des plus-values de cessions immobilières.
 - Hausse de la taxation des dividendes pour faire participer les revenus du capital à



ARGUMENTAIRE(S)

PLAN DE REDUCTION DES DEFICITS

l'effort collectif.

- **Réduction de certaines niches fiscales et sociales**
- **D'autres mesures viendront compléter ces dispositifs :**
 - Fin de la possibilité pour les parents d'étudiants de bénéficier pour leur impôt sur le revenu d'une demi-part supplémentaire de quotient familial si leur enfant perçoit l'aide personnalisée au logement (APL).
 - Suppression de l'abattement de 15 points sur les exonérations sociales dans le cadre de l'aide à domicile.
 - Suppression de l'exonération de charges sociales proposée jusqu'au niveau du smic aux associations et organismes agréés de services à la personne.

3/Non-reconduction de certaines mesures du plan de relance : 15 milliards d'euros

- **A mesure que la période la plus forte de la crise s'éloigne, le soutien direct de l'Etat à l'économie devient moins nécessaire. Le plan de relance s'est avéré être la bonne solution pour limiter les effets de la crise : rappelons que l'économie française a reculé en 2009 beaucoup moins fortement que dans d'autres pays, que l'emploi a moins souffert que dans d'autres pays et que des industries entières (comme l'industrie automobile) ont pu repartir.**

La non-reconduction de ces mesures, mises en place à titre exceptionnel permettra à l'Etat d'économiser 15 milliards d'euros.

OPPOSITION

- ❖ D'abord, l'opposition accuse le Gouvernement d'avoir creusé le déficit de la France. Il faut rétablir la vérité ; le problème du déficit est beaucoup plus ancien : depuis 30 ans, la France a connu une augmentation du poids de la dépense publique et une augmentation de sa dette (passant de 21% du PIB à 77% du PIB en 2009).
- ❖ Ensuite, lorsque la Gouvernement agit de manière responsable pour faire baisser le déficit, l'opposition accuse ce même Gouvernement de tous les maux : « mesurette qui ne résoudront rien », « projet surréaliste »...
- ❖ Au-delà du caractère contradictoire que reflètent ces deux postures, il est temps que l'opposition trouve d'autres voies que celles de la démagogie et du mensonge et qu'elle s'inscrive enfin dans un projet politique constructif pour traiter la question primordiale des déficits.